

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

(C.C.P)

Marché n° 2025-001

Marché A Procédure Adaptée

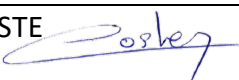
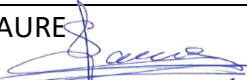




(MAPA)



Objet du marché :

**Transport quotidien de courrier entre les différents sites de  
la CPAM du Puy-de-Dôme**

Organisme contractant :      **CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE  
DU PUY-DE-DOME  
63031 CLERMONT-FERRAND CEDEX 9**

Rédigé par :	Contrôlé par :	Validé par :
Odile COSTE 	Stéphane FAURE 	Emilie CALLET
Amandine PEREIRA	Céline ARNAUD 	
23/01/2025 	27/01/2025 	28/01/2025

### **1 - OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet le transport quotidien de courrier et colis entre les différents sites de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Puy-de-Dôme.

### **2 - NATURE DES PRESTATIONS**

Les prestations à réaliser quotidiennement sont l'enlèvement et la livraison des valises ou des sacs du courrier et des colis internes de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Puy-de-Dôme à ses différents sites sur le Puy-de-Dôme.

### **3 - ALLOTISSEMENT**

Le présent marché est un marché global. Il n'est pas alloti.

#### **4 - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES**

##### **4.1 – ADRESSE DES DIFFERENTS SITES DE LIVRAISON ET D'ENLEVEMENT**

<b>SITE</b>		<b>ADRESSE</b>	<b>Périodicité</b>	<b>Horaire</b>
<b>Départ :</b> Enlèvement	<b>Service FLUX ENTRANTS à SOLARIS</b>	2/4 Rue Serge Gainsbourg 63031 CLERMONT-FERRAND Cedex 9	Quotidienne : lundi - mercredi - vendredi	Entre 7h30 et 8h30
<b>Passage :</b> Dépôt et enlèvement	<b>COURNON</b>	32 Rue du Bout du Plot 63800 COURNON D'AUVERGNE	Quotidienne : lundi - mercredi - vendredi	
<b>Passage :</b> Dépôt et enlèvement	<b>CROIX DE NEYRAT</b>	Rue du Torpilleur Sirocco centre commercial 1 <sup>er</sup> étage 63042 CLERMONT-FERRAND	Quotidienne : lundi - mercredi - vendredi	
<b>Passage :</b> Dépôt et enlèvement	<b>PASTEUR</b>	2 Rue du Puits-Artésien 63000 CLERMONT-FERRAND	Quotidienne : lundi - mercredi - vendredi	
<b>Passage :</b> Dépôt et enlèvement	<b>RIOM</b>	2 bis Avenue de Châtel 63200 RIOM	Quotidienne : lundi - mercredi - vendredi	
<b>Passage :</b> Dépôt et enlèvement	<b>ISSOIRE</b>	34 Rue Antonin Gaillard 63500 ISSOIRE	Quotidienne : lundi - mercredi - vendredi	
<b>Passage :</b> Dépôt et enlèvement	<b>AMBERT</b>	21 bis Avenue de l'Europe 63600 AMBERT	Quotidienne : lundi - mercredi - vendredi	
<b>Passage :</b> Dépôt et enlèvement	<b>THIERS</b>	20 rue des Docteurs Dumas 63300 THIERS	Quotidienne : lundi - mercredi - vendredi	
<b>Retour :</b> Dépôt	<b>Service FLUX ENTRANTS à SOLARIS</b>	2/4 Rue Serge Gainsbourg 63031 Clermont-Ferrand Cedex 9	Quotidienne : du lundi au vendredi à J+1 de l'enlèvement	Entre 7h30 et 8h30

#### **4.2 – JOURS ET HORAIRES DES DEPARTS ET RETOURS**

Le point de départ et de retour de la tournée se fera au service FLUX ENTRANTS du site Solaris.

Le départ s'effectue les lundis, mercredis et vendredis, à l'exception des jours fériés ou de fermeture exceptionnelle de l'Organisme, entre 7h30 et 8h30.

L'ordre de passage sur les différents sites (Cournon, Croix de Neyrat, Riom, Pasteur, Ambert, Issoire et Thiers) reste au libre choix du titulaire, étant entendu que l'objectif est que le courrier soit livré le plus tôt possible.

Le dépôt et enlèvement sur les sites se fera dans la journée dans les horaires d'ouverture soit de 8h30 à 12h30 et 13h30 à 16h30.

Le retour s'effectuera à J+1 entre 7h30 et 8h30 au service FLUX ENTRANTS du site Solaris.

#### **4.3 – HEURES D'OUVERTURE DES SITES ET ACCES AUX SITES**

L'ensemble des sites hors site de SOLARIS sont ouverts de :

- Matin : 8h30 à 12h30.
- Après-midi : 13h30 à 16h30.

Aucun emplacement de stationnement ne peut être réservé au titulaire pour lui permettre de procéder aux opérations d'enlèvement et de livraison tant sur les sites de départ que d'arrivée.

#### **4.4 – NATURE DES ENLEVEMENTS ET DES DEPOTS**

##### **CONTENU :**

- Imprimés administratifs de nature confidentielle.
- Courrier à affranchir.
- Imprimés médicaux de nature confidentielle.
- Colis et enveloppes de documents administratifs de nature confidentielle.
- Colis de fournitures.

##### **POIDS :**

Le poids des contenants est compris dans une fourchette de 0,5kg à 10kg et un poids moyen d'environ 3kg.

Des colis ou divers objets (cartouche encre copieur, rouleaux essuie-tout, corbeille à papier, ...) peuvent être transportés en plus des contenants de courriers.

La volumétrie transportée peut varier et être amenée à évoluer au cours du marché.

##### **CONTENANTS :**

Les candidats pourront proposer au Pouvoir adjudicateur des contenants plus appropriés pour le transport et la sécurisation des documents.

Aujourd'hui, les documents sont transportés dans des contenants spécifiques (valises métalliques ou sacoches courrier en tissu) permettant d'assurer leur sécurité.

#### **4.5 – PRISE EN CHARGE**

Les contenants de courriers (valises et sacoches) sont obligatoirement fermés par un agent de la CPAM avant leur prise en charge par le titulaire.

Les contenants sont obligatoirement dotés d'étiquettes réutilisables résistantes permettant de faire figurer à minima :

- l'identification de la CPAM
- du site expéditeur
- du site destinataire

Les valises et/ou sacoches non fermées ne peuvent faire l'objet d'une prise en charge par le titulaire.

Seuls des colis ou objets ne permettant pas d'être placés dans une valise ou sacoche peuvent être transportés en plus des contenants de courriers. Ils seront obligatoirement identifiés.

#### **4.6 – EQUIPEMENTS DIVERS**

Il appartient au titulaire de se doter de tous les équipements (diable, gants de manutention, chaussures de sécurité) nécessaires à l'exécution des prestations.

#### **4.7 – SECURISATION ET CONTROLES**

L'ensemble des documents transportés sont des documents confidentiels.

Les candidats proposeront une solution de traçabilité informatique afin d'avoir un suivi par point de passage.

Les candidats détailleront dans le cadre de réponse les mesures mises en œuvre afin de sécuriser le transport, le stockage des contenants la nuit (pour livraison à J+1) et la traçabilité des envois.

La CPAM se réserve le droit d'effectuer des contrôles tant sur le respect des horaires de départ et de retour au service FLUX ENTRANTS du site Solaris que sur la bonne orientation du courrier sur les différents sites et la sécurisation de celui-ci.

#### **4.8 – CONTINUITE DE SERVICE**

Le titulaire s'engage à assurer une continuité de service de la prestation y compris en cas de défaillance du personnel et/ou du matériel affecté à l'exécution de la prestation.

Le titulaire doit pouvoir disposer d'une organisation interne lui permettant de faire face aux aléas susceptibles de remettre en cause son engagement de continuité.

Il s'engage notamment à former à la prestation un effectif suffisant lui permettant de garantir cette continuité de service dans des conditions conformes au présent CCP.

## **5 – MODIFICATION DU MARCHÉ**

Conformément à l'article L2194-1 et l'article R2191-1 du code de la commande publique, le présent marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux.

Le nombre de sites de la CPAM du Puy-de-Dôme est susceptible d'évolution durant toute la durée du marché. Ils peuvent varier à la hausse comme à la baisse ou bien changer d'adresse.

Par ailleurs, la volumétrie transportée peut être amenée à évoluer au cours du marché.

La liste des possibles modifications énoncée ci-dessus n'est pas exhaustive.

A chaque modification, un avenant au contrat sera établi.

## **6 - DUREE DU MARCHÉ**

Le marché prend effet à compter du 01/04/2025 ou à sa date de notification si cette dernière est postérieure. Il a une durée initiale de 12 (douze) mois.

La notification est formalisée par l'envoi de l'Acte d'Engagement au candidat retenu signé par le Directeur de la CPAM du Puy-de-Dôme.

Le contrat est renouvelable 2 (fois) par reconduction tacite par périodes successives de douze (12) mois, sauf dénonciation du marché par l'Organisme en adressant au Titulaire une lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant chaque échéance annuelle.

Conformément aux dispositions de l'article R2112-4 du Code de la Commande Publique, le Titulaire ne peut s'opposer à la reconduction tacite définie ci-avant.

## **7 - PRIX**

### **7.1 - Contenu de prix**

Les prix du marché sont établis Hors Taxes (H.T.) et Toutes Taxes Comprises (T.T.C.).

Le candidat établira son prix sous la forme d'un prix unitaire.

Le prix du marché sera celui figurant à l'Acte d'Engagement.

Les prix sont réputés couvrir les prestations décrites dans le présent Cahier des Clauses Particulières.

Il est bien précisé que les stipulations figurant dans le présent Cahier des Clauses Particulières remis aux entreprises avec le dossier de consultation, constituent les préconisations minimales qui sont exigées par l'organisme pour la réalisation et l'exécution des prestations. Chaque titulaire devant la complète exécution dans le respect des réglementations présentes et futures et en application des règles de l'art, techniques et usages en vigueur dans sa profession.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'Acte d'Engagement, le titulaire prendra soin de signaler par écrit au pouvoir adjudicateur toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans l'exécution de la mission prévue.

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du cahier des charges pour justifier une demande de supplément.

Le prix du marché sera celui figurant à l'Acte d'Engagement.

## **7.2 - Variation de prix**

### **7.2.1 – Révision annuelle**

Le marché est traité à prix fermes annuel pour la première année d'exécution.

Au-delà de la première année, les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont révisées suivant la formule paramétrique suivante :

$$P = P_o \times 0,15 + \left( \frac{(P_o \times 0,65 \text{ ICHTrev-TS-IME})}{\text{ICHTrev-TS-IME}_o} + \frac{(P_o \times 0,20 \times G)}{G_o} \right)$$

P = prix révisé.

P<sub>o</sub> = prix origine pour la première révision, puis prix précédent pour les révisions suivantes.

ICHTrev-TS-IME<sub>o</sub> = Indice du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans l'Industrie Mécanique et Electrique, (identifiant INSEE 001565183) valeur du mois d'établissement des prix.

ICHTrev-TS-IME = même indice révisé, (identifiant INSEE 001565183) dernière valeur connue au moment de la révision.

G = Identifiant CNR GAZOLE HORS TVA - Indice CNR gazole hors TVA, évolution mensuelle du coût du gazole utilisé comme carburant hors TVA, tenant compte des différents modes d'approvisionnement, excluant le remboursement partiel de la TICPE) – à la date de révision

G<sub>o</sub> = Identifiant CNR GAZOLE HORS TVA - Indice CNR gazole hors TVA, évolution mensuelle du coût du gazole utilisé comme carburant hors TVA, tenant compte des différents modes d'approvisionnement, excluant le remboursement partiel de la TICPE) – du mois « zéro » (mois qui précède celui fixé pour la date limite de remise des offres)

Dans le cas où l'application des dispositions qui précèdent conduirait à une variation en hausse supérieure à 5%, l'organisme se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché ou de limiter l'incidence de la révision à ce même taux maximum ; l'alternative entre ces deux solutions étant laissée à l'entière discrétion du pouvoir adjudicateur.

En cas de modification du régime fiscal, l'incidence des modifications en hausse ou en baisse est immédiate et répercutée sur les prix du marché.

Dès que la valeur des indices est connue (<https://www.actuprix.fr>), et dans le délai d'un mois à compter de la date anniversaire, le titulaire ou les services du pouvoir adjudicateur sollicitent, avec effet à la date de révision, l'application de la formule paramétrique et présente au pouvoir adjudicateur le calcul des prix révisés, en mentionnant la référence de la publication dans laquelle les indices ont été relevés.

Tout calcul effectué à l'intérieur de la formule de variation est arrêté à la 4ème décimale ; le coefficient obtenu est limité à 3 décimales après arrondissement par défaut lorsque la 4ème décimale est inférieure à 5, par excès dans les autres cas.

La périodicité de la révision étant annuelle, elle interviendra pour la première fois, en cas de reconduction au-delà de la première année, à la date anniversaire du contrat dont l'origine est fixée par la notification du premier ordre de service ou bon de commande, valant début d'exécution des prestations.

Le mois de lecture de l'indice d'origine est le **mois 0** qui précède celui de remise des offres.

Le mois de lecture de l'indice pour la révision est le mois anniversaire du contrat.

### **7.2.2 – Spécificité relative au coût du carburant**

En ce qui concerne les charges de carburant, le titulaire indiquera dans l'acte d'engagement s'il appliquera la surcharge carburant mensuelle éventuelle.

Dans ce cas, elle se calculera en application de l'évolution de l'indice CNR GAZOLE HORS TVA en application de la formule suivante :

$$P = (Po \times 0,90) + (Po \times 0,10) \times G/Go$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

Po = prix d'origine

G = Identifiant CNR GAZOLE HORS TVA - Indice CNR gazole hors TVA, évolution mensuelle du coût du gazole utilisé comme carburant hors TVA, tenant compte des différents modes d'approvisionnement, excluant le remboursement partiel de la TICPE) – à la date de révision

Go = Identifiant CNR GAZOLE HORS TVA - Indice CNR gazole hors TVA, évolution mensuelle du coût du gazole utilisé comme carburant hors TVA, tenant compte des différents modes d'approvisionnement, excluant le remboursement partiel de la TICPE) – du mois « zéro » (mois qui précède celui fixé pour la date limite de remise des offres)



### **7.3 - Mode d'établissement du prix**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois qui précède celui fixé pour la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro".

Si la date limite de remise des offres est reportée au cours de la même consultation, la base de réputation des prix, "mois zéro", sera celle correspondant à la date fixée initialement pour la date limite de remise des offres.

## **8 - MODALITES DE REGLEMENT**

**La CPAM du Puy-de-Dôme dispose d'un compte sur le portail CHORUS PRO.** L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

**Le Titulaire devra transmettre ses factures via ce portail** en renseignant les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET qui identifiera la CPAM du Puy-de-Dôme en tant que destinataire de la facture : 77563424900053.
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DU MARCHE.

Les factures mensuelles afférentes au paiement seront transmises et accompagnées de tous justificatifs permettant d'accréditer le respect des conditions d'exécution des prestations, tant sous l'angle qualitatif que quantitatif.

Elles doivent comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire
- le numéro et la date d'émission de la facture
- le numéro de son compte bancaire ou postal
- le numéro du présent marché
- la quantité et le détail des prestations réalisées
- les prix hors T.V.A.
- le montant et le taux de la T.V.A.
- les prix T.T.C. exprimés en euros

Le règlement interviendra dans un délai maximum de 30 (trente) jours à réception d'une facture conforme, selon les dispositions de l'article R2192-12 du Code de la Commande Publique.

Le défaut de paiement dans ce délai, entraînera de plein droit le versement d'intérêts moratoires sur la base du taux de la principale facilité de refinancement accordée par la Banque Centrale Européenne majoré de 8 (huit) points ainsi que le paiement de la somme de 40 (quarante) euros, montant correspondant à l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

## **9 - SOUS-TRAITANCE**

La sous-traitance de l'exécution des prestations objet du présent marché est soumise aux dispositions des articles L2193-1 à L2193-13 ainsi que R2193-1 à R2193-16 du Code de la Commande Publique. Le Pouvoir Adjudicateur informe le Titulaire, des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

## **10 - PENALITES**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les prestations non conformes au contrat donneront lieu à l'application de pénalités suivant les conditions définies ci-après.

Toutes les pénalités sont cumulables. Elles seront retenues de la facture du titulaire correspondant à la période où elles sont échues.

Des pénalités seront appliquées dans les cas suivants :

- ❖ en cas d'absence d'exécution de la prestation sur une journée, il sera fait application d'une pénalité de 150 € et du non-paiement de la prestation journalière ;
- ❖ en cas d'absence de passage sur un site ou plusieurs sites, il sera fait application d'une pénalité de 30 € par le nombre de sites non desservis et du non-paiement du forfait concerné ;
- ❖ en cas de passage sur site mais de non dépôt ou non enlèvement des valises, sacoches ou contenants, il sera fait application d'une pénalité de 30 € par unité concernée ;
- ❖ en cas de non-respect des horaires de départ et de retour des valises ou sacoches au service FLUX ENTRANTS conformément à l'article 4.2 JOURS ET HORAIRES DE DEPART ET DE RETOUR, il sera fait application d'une pénalité de 50 € par heure d'avance et de retard.

L'application des pénalités reste à l'appréciation du Pouvoir Adjudicateur.

## **11 - RESILIATION du MARCHE**

L'ensemble des dispositions du chapitre 6 du CCAG FCS (articles 29 à 36) s'appliquent sans aucune autre disposition particulière.

## **12 - NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS**

Les notifications et informations seront réalisées conformément au paragraphe 3.1 de l'article 3 du CCAG FCS.

## **13 - CONFIDENTIALITE – SECURITE**

### **13.1 - Confidentialité**

Sans préjudice de l'application de l'article 5 du CCAG FCS et dans le cadre des dispositions prises par le pouvoir adjudicateur, le titulaire se soumet à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires à la protection du secret et à la non

communication des données personnelles dont il pourrait avoir connaissance ou être amené à détenir dans le cadre de sa prestation.

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,

- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de 5 (cinq) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

### **13.2 - Sécurité**

Le titulaire prend notamment les dispositions nécessaires à la protection des biens et équipements sur le lieu de son intervention. Il engage sa responsabilité en ce qui concerne les dégradations occasionnées dans le cadre de sa mission.

Le titulaire se soumet aux conditions d'accès aux locaux et s'engage à respecter les consignes de sécurité.

Pour les entreprises extérieures, intervenant pour la première fois sur un des sites de la CPAM et notamment dans le cadre de travaux importants comportant des risques particuliers ou de co-activité, il sera procédé, préalablement au démarrage de la prestation, à une présentation du site, des équipements en place, notamment en matière de sécurité et de consignes à respecter.

Les entreprises extérieures intervenantes auront de ce fait une obligation d'alerte, dès lors qu'elles, ou leurs préposés, auront connaissance d'un incident ou de tout dysfonctionnement mettant en péril la sécurité des personnes ou des sites.

## **14 - DEVELOPPEMENT DURABLE**

Le titulaire devra s'inscrire dans une démarche volontaire en matière de respect de l'environnement et décrire quelle est la politique de son entreprise en la matière, en outre quelles sont les mesures spécifiques pour prendre en compte l'impact environnemental de l'activité exercée.

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Puy-de-Dôme souhaite en effet dans le choix de ses partenaires, porter les valeurs de l'Institution de Sécurité Sociale qui s'inscrivent légitimement dans les préoccupations du Développement Durable, tous champs confondus.

Pour se faire chaque candidat devra fournir un document présentant l'ensemble de sa démarche « Développement Durable ».

**Une attention particulière sera apportée sur les dispositions prises en matière de transport liées à l'exécution des prestations du présent marché afin de réduire la consommation de combustibles fossiles, la pollution de l'air et les émissions de gaz à effet de serre.**

Ces deux mesures seront prises en compte dans le critère Développement Durable lors de l'analyse des offres.

## **15 - RESPONSABILITÉ - ASSURANCES**

### **15.1 - Responsabilité**

Le titulaire se déclare responsable de la bonne exécution de toutes les prestations faisant l'objet du marché.

Le titulaire est seul responsable des infractions aux lois et règlement et ne peut exercer aucun recours contre l'organisme en cas de condamnation encourue par lui ou ses employés. Il a la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

### **15.2 - Assurances**

Le Titulaire s'engagera à fournir, s'il ne l'a pas fait à la remise de l'offre, une attestation d'assurance en cours de validité, stipulant qu'il est couvert, au titre de la responsabilité civile professionnelle, pour tous dommages matériels ou immatériels causés par ses préposés, ses sous-traitants et les personnes mandatées par lui.

Cette attestation devra être fournie dans les 15 (quinze) jours qui suivent la décision d'attribution du marché notifiée par la Caisse Primaire, ou à toute réquisition ultérieure, sous peine de nullité du contrat, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

### **16 - CLAUSE D'ADHESION**

Le simple fait de soumissionner par les candidats équivaut à accepter l'ensemble des clauses contenues dans le présent CCP, sans pouvoir en modifier ni le contenu, ni la portée.

Ces mêmes clauses prévalent sur tout autre document ou contrat type émanant du titulaire du marché.

### **17 - RESERVES**

Dès la consultation du dossier et avant la remise de son offre, le candidat prendra soin de signaler, par écrit à la CPAM, toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le programme ou l'exécution prévue.

En aucun cas, le candidat ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou contradictions pour justifier une demande de supplément.

### **18 - REGLEMENT DES LITIGES**

Le règlement alternatif des différends entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire concernant l'exécution du marché est soumis aux dispositions des articles L2197-1 à L2197-6 et R2197-1 à R2197-25 du Code de la Commande Publique.

### **19 - DOCUMENTS ANNEXES AU PRESENT CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

L'Acte d'Engagement remis par le candidat dont l'offre aura été retenue sera intégrés au présent Cahier des Clauses Particulières, avec valeur contractuelle.

Il en est ainsi, aussi de tout autre document initial visant à modifier l'offre ou le cadre contractuel, spécialement après notification du marché dès lors qu'il aura été approuvé par les co-contractants (exemple : avenant modificatif).

## **20 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Hormis les dérogations indiquées au présent CCP, l'entreprise reste soumise au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et Services (arrêté du 30 mars 2021).

Objet de la dérogation	Article du CCAG auquel il est dérogé	Article du CCP introduisant la dérogation
Pénalités de retard	14	10